

L'outil Régional • Lionel Pastre



Chers Camarades,

Nous avons décidé de mettre à l'ordre du jour de notre conférence l'outil régional.

En effet, il a été secoué par de nombreuses turbulences depuis quelques mois, ayant entraîné le départ de Roger-Pierre LEMOUZY. Nous devons donc prendre le temps d'échanger et de réfléchir collectivement de quel outil pertinent nous avons besoin. Est-il suffisant pour porter nos ambitions et les travailler collectivement ?

Les comités régionaux ont été créés il y a 45 ans, légèrement moins en Midi-Pyrénées (43 ans). En effet, il a été constitué le 29 juin 1971 et s'appelait à l'origine « Comité régional de coordination Midi-Pyrénées de la CGT ».

C'est le 37e Congrès confédéral, en 1969, qui a traduit dans les statuts l'existence et la mission des Comités régionaux.

Cette décision résultait, malgré l'échec du référendum organisé par De Gaulle à propos de la régionalisation, de la mise en place des instances régionales dont la CGT avait, dès cette époque, montré les objectifs visés par le pouvoir et le capital.

Pour ces derniers, cela signifiait assurer leur mainmise sur les régions pour favoriser la pénétration des firmes, transférer une part importante des charges financières incombant à l'Etat vers les régions, les départements et les communes, maîtriser l'aménagement du territoire dans le sens des intérêts du capital et, déjà, assurer la coordination des politiques régionales au niveau européen.

C'est pour toutes ces raisons que les Comités régionaux CGT ont été créés.

Composé à l'origine des 8 Secrétaires généraux d'Unions Départementales et du Secrétaire régional, il a évolué, notamment lors de la 10e Conférence régionale en 2007, à Colomiers, pour arriver, après la 11e Conférence régionale, en 2010, à Auch, à une composition comprenant les 8 Secrétaires généraux d'Unions Départementales, des représentants des Fédérations, des représentants de bassins d'emplois, le responsable du Groupe CGT au CESER et les membres du Secrétariat.

Cette évolution était nécessaire par les transformations du salariat et la montée en puissance des enjeux régionaux sur lesquels UD

et professions doivent intervenir ensemble.

Cette évolution a permis, suite aux croisements de la réflexion des Unions départementales, des professions et/ou des bassins d'emplois, de travailler de nouvelles initiatives régionales dans les territoires, en étant plus efficace au service de l'action revendicative en Midi-Pyrénées. De plus, nous sommes parfaitement en phase avec les réflexions des 49e et 50e Congrès confédéraux sur les enjeux territoriaux.

Bien entendu, le rôle du Comité régional est bien différent de celui d'une Union départementale et n'est pas celui de la Confédération en région.

L'enjeu est bien de mettre en œuvre une démarche syndicale offensive, à partir des réalités les plus concrètes et les plus locales en intégrant les enjeux industriels, d'aménagement du territoire et de services publics de qualité et de proximité.

L'émergence du fait régional est incontestable. La montée en puissance des régions d'un point de vue économique, social, politique et institutionnel se fait sans que s'exerce réellement la « vie démocratique régionale » !

L'échelon régional est aujourd'hui un échelon essentiel de mise en œuvre des politiques nationales. Et, malheureusement, les réformes actuelles vont accentuer encore plus ce processus, les choix d'aménagement ou de remodelage du territoire allant bien entendu de pair avec la remise en cause des services publics. La prise en compte des enjeux territoriaux est devenue un enjeu majeur pour toute la CGT. C'est une responsabilité partagée par toutes les organisations de la CGT.

Les évolutions institutionnelles ont redistribué les cartes des responsabilités et des compétences. De nombreux services publics (énergie, transport, communication...) assurant la solidarité entre les populations, sont menacés de démantèlement. Les choix d'organisation et d'investissement des grands groupes façonnent la répartition des activités productives et des emplois, accentuent la concentration des emplois dans les métropoles régionales. Ainsi des mouvements multiples modifient en profondeur le tissu économique et social et nous confrontent à de nouveaux défis d'organisation dans les territoires. Certaines compétences de l'État sont désormais exercées par des collectivités locales tandis que progressent la régionalisation et la métropolisation. Sur la région Midi-Pyrénées, ces évolutions augmentent la



12^e conférence régionale Luz-Saint-Sauveur • 17 et 18 décembre 2014

concurrence entre les territoires, laissant sur le bord de la route des populations entières. Elles ont également de graves conséquences sur la vie et la santé des salariés au et hors travail. L'attachement des salariés et populations à leur territoire est une réalité. Notre slogan « **Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées** » confirme bien la prise en compte de cela.

Le Comité régional CGT Midi-Pyrénées est donc au centre d'enjeux revendicatifs complexes, diverses, mais communs à tous les salariés, quel que soit le département dans lequel ils vivent, quel que soit le département dans lequel ils travaillent. De quoi avons-nous besoin au niveau du Comité régional CGT Midi-Pyrénées pour être à la hauteur des enjeux sociétaux et régionaux auxquels nous avons à répondre ?

Nous ne partons pas de rien, bien évidemment. 43 ans d'expérience comptent énormément. Mais s'il faut reconnaître que le Comité régional CGT Midi-Pyrénées a une Histoire, il faut aussi reconnaître qu'il a souvent trainé des histoires.

Le Comité régional a traversé une période de turbulences internes dans un passé très récent. La confiance entre les dirigeants du Comité régional s'est délitée au cours des dernières années, cassant une dynamique de travail collectif. Des mots qui ne font pas partie du vocabulaire CGT ont été prononcés ces derniers mois. J'insiste sur la nécessité du respect mutuel entre militants dans la conduite de nos discussions.

Il est maintenant temps de retrouver un second souffle et de repartir sur des bases plus sereines pour aller de l'avant et se remettre en capacité de répondre aux problématiques qui nous seront posées très prochainement, quand elles ne nous percutent pas déjà.

Beaucoup de salariés veulent une CGT qui donne confiance, une CGT qui, dans ses domaines d'intervention, contribue à alimenter l'espoir dans une période où beaucoup est fait pour inciter au découragement et à la résignation.

Nous pouvons aborder tous les sujets, sans tabou, mais à condition d'être obsédés à chaque instant par l'objectif d'être plus forts à l'arrivée, c'est à dire en meilleure capacité de défendre les intérêts des salariés.

Dans le document « l'outil régional », vous avez la composition du futur Comité régional (26 membres), la composition de son Secrétariat (6 membres) ainsi que la prise de décisions.

Il faut noter que les membres du comité régional sortant ont validé la présence des fédérations et sont allés plus loin puisqu'ils ont validé l'entrée d'une nouvelle fédération, à savoir celle des Finances, au vue des enjeux économiques qui émergent et pour nous aider à préparer certaines interventions et analyser

certaines données, comme à la BPI, Midi-Py Expansion, etc.

Ce qui a cristallisé énormément de rancœur, de frustration, voire de violence entre nous, et occupé énormément de débats, est bien la prise de décision. Sur cette question, on ne peut que constater un recul par rapport aux pratiques récentes du Comité Régional depuis 2007. Je tenais à le dire car il n'y a rien de pire que des faux débats ou des débats non abordés dans la CGT !

Il faut maintenant dépasser cela et avancer tous ensemble, afin que le Comité régional se remette au travail.

Différents groupes de travail vont être remis en place : sur la protection sociale, la formation professionnelle, la formation syndicale, Services publics, réforme territoriale, handicap, Oncopole, Artisanat, etc etc...

Tous ces groupes de travail restent sous l'autorité du Comité Régional. Leur rôle est de préparer le travail du Comité Régional en étudiant les problèmes spécifiquement régionaux. Ces outils approfondissent la connaissance des sujets dans le souci d'aider au développement des luttes.

Ces outils sont créés en fonction des besoins, leur travail étant lié à l'examen d'un problème qui surgit dans l'actualité régionale. Leur composition s'appuie sur les compétences, le goût et l'envie des militants des organisations de la région. Outre les services qu'ils rendent à l'activité du Comité régional, ils sont des lieux de formation de militant à l'échelle régionale et participent à l'élargissement du travail collectif et de la démocratie.

Le Comité régional, c'est aussi plus de 140 camarades mandatés ou élus au niveau régional. Le temps a fait que les liens se sont souvent distendus avec l'organisation.

Nous devons réfléchir plus collectivement à qui on mandate, sur quels mandats, sur quelle durée, avec quels moyens ?

Cette question sera traitée en priorité au sortir de la 12e conférence avec un travail en profondeur nécessaire et incontournable : fiches sur chaque mandat, avec la fréquence des réunions (mensuelles ou bi-annuelles), la durée des mandats, les lieux de réunions, etc.

Parmi tous ces mandatés, 13 camarades (sur 119 membres) représentent la CGT au sein du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER), dans les différentes commissions (Aménagement du territoire ; Activités économiques ; Recherche, transfert, innovation, énergie ; Affaires sociales et culturelles ; Education, emploi, formation, sports ; Plan et financement).

Qu'est-ce que le CESER ? La définition officielle est la suivante : « Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional est la deuxième assemblée régionale après le Conseil régional.



Placé auprès de celui-ci, cette assemblée a un rôle consultatif. L'activité de ces militants est placée sous la responsabilité du Comité régional qui les désigne. Le Comité régional doit veiller à leur formation et information, et organiser entre eux l'échange d'expérience, les associer pleinement à son travail, à celui de ses commissions. Un animateur est désigné parmi eux pour assurer la coordination du groupe et participer de plein droit aux plénières du Comité régional.

Le rôle et le mandat des camarades du CESER ne peuvent se concevoir que dans la dynamique de construction d'un rapport de force à l'échelon régional.

Le CESER reste un lieu d'action syndicale, est une source d'informations, mais surtout une tribune pour dénoncer la déclinaison régionale des politiques d'austérité et faire valoir les revendications des salariés.

Beaucoup de choses restent à construire, par exemple, ne pourrait-on pas réfléchir à une association de consommateurs, Indecosa CGT, régionale, pour coordonner les associations départementales ?

D'autres outils sont à notre disposition pour former ou informer nos militants et au-delà les salariés.

Par exemple, l'Institut régional du travail (IRT) à Toulouse. Il doit nous aider à définir des plans de formation au plus près des besoins syndicaux, renforcer l'audience de l'IRT auprès des syndicalistes, faire reconnaître l'expérience des militants et le fait syndical, bref contribuer à renforcer la qualité de vie syndicale. L'Institut Régional d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées (IRHS) fête ses 30 ans. L'objectif est la collecte, la préservation et la valorisation des archives du mouvement ouvrier et de la CGT en particulier afin de la transmettre aux jeunes générations de militants. Il a ainsi été à l'initiative de la constitution d'un fonds d'archives important.

Une association, Tourisme Loisirs Culture (TLC), est l'association

régionale de tourisme social a été mise en place par les 8 Unions départementales de la région.

Cet outil issu de l'économie sociale et solidaire défend le droit aux vacances, aux loisirs et à la culture pour tous. Droit qui est une des plus belles conquêtes du mouvement social de la CGT. Je ne ferai pas plus long, Corrine vient de vous en faire la présentation. J'insiste sur le fait que TLC est un outil CGT et que seules les adhésions peuvent lui permettre de vivre et répondre ainsi aux besoins en matière de tourisme et de culture.

En conclusion, nous ne partons pas de rien. Mais la dernière période nous oblige et nous obligera à rester vigilants pour que tous les membres du Comité régional se sentent réellement porteurs d'une politique régionale CGT, que tous les élus et mandatés se sentent réellement intégrés au Comité régional et au travail collectif de celui-ci.

Il est temps de réaffirmer haut et fort l'utilité de l'outil régional. La vraie difficulté réside dans le fait de faire vivre la corrélation entre d'une part la place et le rôle du Comité régional pour que son activité soit une contribution, un plus pour chaque Union départementale, pour chaque fédération, et, d'autre part, faire que l'originalité de l'activité régionale puisse se réaliser, s'exprimer au plus près des salariés, des citoyens.

Afin que le Comité Régional accentue et poursuive son action, il doit redevenir ce lieu d'échanges, de construction d'initiatives, d'actions régionales, et de conquêtes, un véritable lieu de mise en commun et de décision de notre activité régionale CGT.

Camarades, nous aurons besoin de confiance et de sérénité entre nous pour travailler. Faisons en sorte de les restaurer le plus rapidement possible. Et cela doit commencer dès aujourd'hui.

Je vous remercie.